



Ce document est une publication en ligne convertie en format PDF par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale pour fin de conservation. Certains hyperliens externes contenus dans ce document peuvent être inactifs.

Veuillez utiliser le lien suivant si le contenu de ce courriel ne s'affiche pas convenablement / Please use the following link if this message is not displayed correctly:

[http://diffusion.adq.qc.ca/bulletins/2007-11-12\\_31.html](http://diffusion.adq.qc.ca/bulletins/2007-11-12_31.html)

**Vite ! Inscrivez-vous au conseil général !**

**Le point de presse de Mario Dumont**

**Venez, c'est GRATUIT !**

**Mot du directeur général**

**Un mot de la rédaction**

**J'arrive de France**

**Le comité des femmes de l'ADQ**

**Deux semaines mouvementées !**

**Communiqués récents**

**L'ADQ exige un plan de remboursement pour verser les surplus aux écoles**

**Simon-Pierre Diamond : « Un plan concret et applicable au lieu de vœux pieux »**

**L'ADQ exige leur retrait immédiat des ondes**

**François Desrochers : « La ministre doit engager le processus d'abolition »**

**Les quatre bourdes du ministre Bachand**

**L'ADQ invite les écoles à fournir la liste de leurs besoins**

**La ministre des Finances se rend aux arguments de l'ADQ**

**L'ADQ force le gouvernement à déposer une stratégie manufacturière**

**Événements récents**

**Vous voulez que la Lettre adéquiste parle de vous ?**

**À votre agenda**

**Concert bénéfice de la Commission des jeunes**

**Souper spaghetti à LaPrairie**

**Méchoui dans Berthier**

**Souper de Noël à Sherbrooke**

**Une invitation de Janvier Grondin**

**Cocktail dînatoire dans Taschereau**

# Lettre adéquiste



Infolettre de l'ADQ, édition du 12 novembre 2007

**Congrès Jeune 2007 :**

**Vite ! Inscrivez-vous au conseil général !**

Le 17 novembre prochain, la Commission des jeunes de l'Action démocratique du Québec tiendra son conseil général à l'hôtel Gouverneur de Sainte-Foy à Québec. Il s'agira de l'événement par excellence cet automne pour rassembler l'ensemble des membres jeunes de l'ADQ âgés de 16 à 25 ans.

Vous pourrez ainsi discuter, débattre et vivre une réelle expérience politique tout au long de cette fin de semaine. Une série d'activités sociales sont aussi au menu le samedi soir pour permettre à tous de s'amuser et de connaître la famille des jeunes adéquistes.

Durant cette journée, plusieurs thèmes seront abordés, tels l'environnement, l'éducation et la santé. Nous privilégierons deux thèmes qui seront dévoilés prochainement. Vous avez entre 16 et 25 ans ? Ça vous concerne. Ne laissez pas les autres débattre ou décider des positions de la Commission à votre place !

**Vous devez vous [inscrire](#) dès maintenant pour vous assurer une**

place.

**Heure :** 8 h 30

**Coût :** 20 \$ par personne

**Endroit :**

Hôtel du Gouverneur de St-Foy  
3030, boulevard Laurier  
Sainte-Foy (Québec)  
G1V 2M5

1-888-910-1111

**Site :** [http://comtes.adq.qc.ca/tiki-index.php?page=Congres\\_jeune\\_2007](http://comtes.adq.qc.ca/tiki-index.php?page=Congres_jeune_2007)

**Français :** <https://secure.adq.qc.ca/index.php?language=fr>

**English :** <https://secure.adq.qc.ca/index.php?language=en>

[Haut de page](#)



**Mario Dumont**  
Chef de l'ADQ

### **7 novembre 2007 : Le point de presse de Mario Dumont**

*(Nous reproduisons ici des extraits du point de presse qu'a donné le chef de l'ADQ, le 7 novembre, en réaction aux propos de Pauline Marois, suite à notre annonce du dépôt d'une motion de censure envers le gouvernement Charest.)*

« (...) les Québécois sont très, très, très préoccupés par l'éducation, par ce qui se passe dans les écoles, par le manque de ressources à la base dans les écoles, par la qualité de l'éducation, par le manque d'appui aux élèves en difficulté. Je pense que c'est au coeur des préoccupations de l'ensemble des citoyens du Québec et aussi au coeur des préoccupations de ceux qui regardent ça de façon un peu plus large et qui se questionnent sur l'avenir économique du Québec. Parce que, dans un monde comme le nôtre, une économie du savoir et du savoir-faire, il n'y a pas de levier plus critique pour notre succès de demain que la qualité de notre éducation. »

*Au sujet du projet de loi de Pauline Marois et sur son passage au ministère de l'Éducation, à la fin des années 90 :*

« Son projet devient un peu gênant (...). De vouloir enlever des droits aux immigrants sur la base de la langue, quand elle-même, sa réforme de l'éducation a fait qu'en matière de langue les jeunes Québécois ne la maîtrisent plus, ça ne la place pas dans une position très confortable, et on comprend très bien que l'éducation, c'est le talon d'Achille de Pauline Marois, qu'elle n'a pas le goût certainement de cette motion-là. Puis vous l'avez vu tout à l'heure dans son point de presse : cette motion la met énormément mal à l'aise, elle n'a pas le goût de parler d'éducation, elle n'a surtout pas le goût d'avoir une motion de censure qui démarre quoi que ce soit sur l'éducation. Et vous me permettrez de conclure sur son point de presse avec l'élément le plus loufoque, il faut bien le dire, la réduction du nombre de commissions scolaires comme étant partie prenante de son bilan. C'est incroyable, là ! C'est vrai que le nombre de commissions scolaires a diminué,

mais le coût total de la facture est passé de 300 à 400 millions ! Donc, il y a à moitié moins de commissions scolaires, puis ça coûte 100 millions de plus. Quand on a, à son bilan, telle incompétence, on le cache, minimalement. On essaie que ça ne se sache pas trop, on ne le diffuse pas, on n'en fait pas la promotion. Mais c'est ça, c'est ça la réalité de son bilan : le budget total de cette bureaucratie scolaire a augmenté de 33 %, bien qu'on en ait réduit le nombre au total. Or, si c'est ça la réponse à un parti qui pense qu'il manque de ressources dans les écoles puis qu'il y en a trop dans la bureaucratie, ce n'est pas une réponse qui est tellement, tellement convaincante. (...) »

*À la question du journaliste Rhéal Séguin, le correspondant parlementaire du Globe and Mail à Québec, qui soulignait que certains reprochent à l'ADQ de ne proposer aucune solution de rechange aux commissions scolaires, voici la réponse que lui a donnée Mario Dumont, en anglais (traduction libre) :*

« Cela est faux. Tout simplement faux. Nous proposons un modèle différent, qui est moins bureaucratique, qui donne plus d'autonomie aux écoles. Pour nous, ce ne sont pas les commissions scolaires qui devraient être au centre du système d'éducation, mais les écoles elles-mêmes. Bien sûr, il y a des responsabilités comme les bâtiments et les terrains tout autour, qui devraient revenir aux municipalités. Nous avons fait ces propositions, nous avons une vision différente, et nous pensons qu'à ce point-ci, ce serait beaucoup plus productif d'investir temps et énergie pour mettre en place les bonnes solutions, faire les bonnes choses, plutôt que de mettre du temps, de l'énergie et de l'argent pour rénover des structures auxquelles les gens ne croient tout simplement plus. »

*Pour lire la transcription intégrale de ce point de presse, allez à cette adresse :*

<http://www.assnat.qc.ca/fra/conf-presse/2007/071107MD.HTM>

[Haut de page](#)

**Le 5 décembre, grand rassemblement de Montréal avec Mario Dumont**

**Venez, c'est GRATUIT !**

Chères militantes, chers militants,

Vous êtes conviés à venir créer un événement politique à Montréal.

Alors que nous serons vers la fin de la session parlementaire, M. Mario Dumont, accompagné du président du parti, s'adressera aux militants. Votre présence à cet événement est importante : plus nous serons nombreux, plus on parlera de cet événement.

Invitez-y parents, amis, connaissances, et surtout vos membres dans vos comtés et toute personne que vous savez sympathique aux idées que nous soutenons. Si vous croyez que les idées de l'ADQ valent le déplacement, c'est le moment de le montrer.

Voici les coordonnées de l'événement :

**Date :** Mercredi, 5 décembre 2007

**Heure :** 18 heures

**Coût :** GRATUIT !

**Lieu :** Holiday-Inn Midtown

420, rue Sherbrooke Ouest

Montréal QC H3A 1B4 (Métro Place-des-Arts. Stationnement possible à l'intérieur.)

**Il est important de confirmer votre présence auprès de Giulio Maturi à l'adresse suivante :** montreal@adq.qc.ca

Vous devez indiquer :

1. Votre nom avec adresse de courriel et numéro de téléphone.
2. Le nombre de personnes qui vous accompagneront.

On vous attend avec plaisir !

[Haut de page](#)

## Mot du directeur général

Le 6 novembre, Mario Dumont a rappelé de manière forte au Parti libéral et au Parti québécois qu'avant d'être une machine à dépenser, le gouvernement devait agir de manière responsable envers la population qui l'a élu. La richesse numéro un du Québec, c'est ses enfants. Leur éducation doit-elle faire du Québec un leader de demain ou un État qui décline ? L'ADQ a choisi la première option.

Le taux de décrochage scolaire est actuellement de 16,8 % au Québec, et dans certaines régions, près de la moitié des garçons quittent l'école avant d'avoir complété leurs études. Est-ce normal ? Certains élèves doivent vendre du chocolat et des cannettes de boisson gazeuse pour acheter du matériel scolaire essentiel tel que des dictionnaires de français. Nos ressources manquent dans nos écoles. Est-ce normal ?

Le 4 novembre dernier, **plus de 92 % des électeurs sont restés chez eux** et ont refusé de participer aux élections scolaires. C'était un message très fort et sans équivoque de la part de la population québécoise.

Depuis les élections du 26 mars, le gouvernement agit avec arrogance et désinvolture. Le premier ministre, Jean Charest, ne fait que des pitreries en chambre plutôt que de répondre aux questions et de trouver des solutions aux problèmes du Québec. Ce gouvernement n'agit pas. Il consulte. Et consulte. Et consulte... D'ailleurs, comment a-t-il réagi devant le constat de la non-participation des Québécois aux élections scolaires ? Il était bien pressé de « ne pas décider » : il a envoyé un communiqué de presse à quatre heures, dans la nuit de dimanche à lundi, pour annoncer une autre consultation !

Les Québécois n'ont pas élu un gouvernement pour être ensuite consultés par lui, semaine après semaine. Ils ont élu un gouvernement pour qu'il gouverne. L'arrivée de notre parti dans l'opposition officielle a visiblement traumatisé Jean Charest : son gouvernement consulte en matière d'éducation, d'agriculture, d'accommodements raisonnables, de santé, de conditions de vie des aînés, et j'en passe. Il est atteint d'une consultationnite aiguë qui confirme qu'il n'est pas à la hauteur du mandat que les Québécois lui ont confié.

Si le gouvernement veut une vraie consultation, il en aura une à la prochaine élection générale.

**Jean-Simon Venne**  
**Directeur général**

[Haut de page](#)

## Un mot de la rédaction

Jamais un gouvernement du Québec moderne n'avait été en situation minoritaire avant le 26 mars dernier. Pas étonnant qu'à la moindre menace, les troupes du premier ministre Jean Charest et celles de l'ancien parti au pouvoir ne sachent comment réagir, sinon en paniquant ou en déclarant n'importe quoi.

La semaine dernière, l'Action démocratique a annoncé, à la surprise générale, qu'elle allait déposer une motion de censure envers le gouvernement. La raison principale, que je préfère appeler la goutte qui a fait déborder le vase, n'est pas la non-pertinence des commissions scolaires. C'est la réaction du gouvernement en place devant l'échec des élections scolaires : il fait l'autruche. Il essaie de gagner du temps et se donne des apparences de démocratie en lançant des consultations publiques chaque fois qu'on lui reproche quelque chose. « Gouverner, c'est prévoir », disait le journaliste et homme politique français Émile de Girardin. C'est ce que fait et a toujours fait l'Action démocratique du Québec : nous prévoyons, nous voyons à l'avance... Bref, nous voyons ce que le PQ et le PLQ ne voient pas encore ou refusent de voir. Et lorsqu'on les met devant l'évidence, lorsqu'il est impossible pour eux de nier que des gestes qu'ils ont posés tour à tour, au cours de leurs mandats respectifs, ont des conséquences néfastes pour le Québec, ils tirent sur le messenger !

La population du Québec est représentée par trois partis à l'Assemblée nationale. Le gouvernement Charest, qui jouit seulement de quelques sièges de plus que l'ADQ, n'a pas la permission de faire n'importe quoi. Il est en situation minoritaire. Ce n'est pas très confortable, admettons-le : personne n'aime travailler continuellement sous surveillance. Mais ce n'est pas une raison pour rester immobile non plus. Or, c'est justement l'immobilisme du gouvernement que dénonçait Mario Dumont, lors du dernier conseil général, ce même immobilisme que nos députés constatent jour après jour à l'Assemblée nationale.

Nous ne demandons pas au gouvernement de boudier ni de répondre avec arrogance aux questions qui lui sont posées en chambre. Nous lui demandons des réponses concrètes, sans esquives, et de gouverner en ayant à l'esprit que le Québec n'est pas un carré de sable mais le territoire d'un peuple qui aspire à mieux. Et pour cela, il faut prévoir. Voir plus loin que le bout de son nez.

Dans ce numéro de la Lettre adéquate, vous trouverez de nouveaux extraits des différents débats qui ont eu cours à l'Assemblée nationale ces deux dernières semaines. Vous pourrez également lire quelques communiqués de presse. Jetez un coup d'oeil sur le mot de Catherine Goyer, ci-bas. La présidente de la Commission des jeunes revient d'un voyage en France qui lui a permis de rencontrer d'autres jeunes issus de différents partis politiques. Elle se fera un plaisir de discuter de son expérience avec d'autres membres de la CDJ lors du cocktail du 16 novembre et au conseil général du 17 novembre.

Bonne lecture !

**François Pratte**  
**Rédacteur en chef**

[Haut de page](#)



Catherine Goyer  
Un voyage en France

## Le voyage de Catherine J'arrive de France

Il y a quelques jours, j'ai eu l'occasion de représenter la commission des jeunes de l'ADQ lors d'un séjour en France organisé par le comité d'action politique franco-qubécois, qui vise à entretenir une collaboration entre la France et le Québec par l'organisation de stages d'une durée de six semaines dans différentes ailes parlementaires et cabinets pour les jeunes engagés en politique.

À titre d'exemple, **Charène Gaudreau** a pu participer en mai 2007 aux élections législatives, et **Martin-Karl Bourbonnais** a effectué un stage en 2006 dans un cabinet ministériel français. Des stagiaires français ont, quant à eux, terminé leurs stages au Québec il y a quelques semaines.

Il existe peu d'occasions qui permettent à huit jeunes issus de différents partis politiques de cohabiter dans un appartement parisien durant une semaine. Évidemment, nous avons eu quelques bonnes discussions sur les enjeux politiques québécois ! J'ai, par contre, été étonnée de voir qu'il était possible, malgré nos différences, de se rassembler afin de faire rayonner la jeunesse québécoise. Dans le cadre de cette mission, qui regroupait des représentants des ailes jeunesses des partis politiques provinciaux, j'ai eu l'occasion de découvrir le système politique français. Ponctuée de rencontres avec des parlementaires, diplomates et représentants de cabinets ministériels, notre mission visait à promouvoir le comité en France et à échanger avec les représentants des ailes jeunesse françaises. Ainsi, j'ai pu rencontrer **Jean-Pierre Raffarin**, ancien premier ministre, **Jean-François Coppe**, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale et **Marc Lortie**, ambassadeur du Canada en France. J'ai aussi assisté à une période de questions à l'Assemblée nationale, qui diffère grandement de notre période des questions par son style théâtral et ses participants des plus agités !

Plusieurs se sont montrés très impressionnés par la progression de l'ADQ lors des dernières élections et par la vision autonomiste. Mon périple a déclenché chez moi une profonde réflexion et je reviens de ce voyage encore plus motivée à travailler, afin de porter la Commission des jeunes de l'ADQ vers les plus hauts sommets.

Au plaisir de vous rencontrer au cocktail du 16 novembre et au conseil général le 17 novembre,

**Catherine Goyer**  
**Présidente de la commission des jeunes**

[Haut de page](#)

## Le comité des femmes de l'ADQ

Le comité des femmes de l'ADQ a maintenant une adresse de courriel : [comite-femmes@adq.qc.ca](mailto:comite-femmes@adq.qc.ca).



L'objectif du comité est d'inciter, de promouvoir ou d'encourager l'engagement des femmes au sein de notre formation politique. Des activités vous seront proposées sous peu. Faites-nous part de vos coordonnées afin que nous vous ajoutions à la liste de diffusion. Une adresse de courriel à mettre dans vos carnets !

Au plaisir de vous rencontrer bientôt,

**Geneviève Tousignant**

[Haut de page](#)



François Benjamin  
Député de Berthier

### 30 octobre – François Benjamin

« Nous sommes heureux de voir que la Société de la Place des Arts, la Société du Grand Théâtre de Québec et la Société de télédiffusion du Québec sont sur la bonne voie, sur l'avenue de la transparence qui doit inévitablement caractériser les sociétés d'État. Favoriser une gestion qui réponde à des critères exigeants d'intégrité et de responsabilité bonifie à coup sûr la performance des entreprises du secteur public. À ce sujet, nous comptons collaborer étroitement avec la ministre pour mener à terme ce projet de loi. »

[Haut de page](#)

### À l'Assemblée nationale **Deux semaines mouvementées !**

Une quasi non-participation des Québécois aux élections scolaires a déclenché de vifs débats à l'Assemblée nationale, dans un contexte où une remise en question profonde de notre système d'éducation semble être nécessaire. Ci-bas, vous pouvez avoir un aperçu des questions qui ont été posées en chambre par quelques députés de l'ADQ au cours des deux dernières semaines.

Et pas seulement sur l'éducation. L'opposition officielle demande au gouvernement de justifier ou de préciser ses décisions ou ses absences de décisions. C'est l'un de ses rôles. Mais l'opposition officielle fait plus que ça : en apportant des points de vue différents, elle fait avancer les dossiers de manière plus intelligente et, surtout, plus constructive, qui tient compte de la diversité de la société québécoise. Bref, avant de consulter la population, le gouvernement a tout intérêt à consulter les élus de tous les partis, dans un esprit de collaboration.

Pour accéder aux transcriptions des débats ou pour les visionner, vous pouvez cliquer sur ce lien :

<http://www.assnat.qc.ca/fra/38legislature1/Debats/CH.htm>

[Haut de page](#)





Éric Caire

Député de La Peltre

**31 octobre – Éric Caire**

« Dans le contexte de pénurie d'infirmières, il est assez paradoxal de constater que le secteur privé arrive à recruter et à garder ses infirmières. Il est aussi paradoxal de constater que les agences privées recrutent des infirmières pour les envoyer dans le réseau public, infirmières que le réseau public n'est pas capable de recruter par lui-même. Donc, on constate que le secteur privé réussit là où le ministre échoue. Est-ce que le ministre peut nous dire pourquoi les infirmières désertent le secteur public? »

[Haut de page](#)



Jean Damphousse

Député de Maskinongé

**1er novembre – Jean Damphousse**

« D'emblée, nous sommes favorables à l'idée d'instaurer des méthodes qui augmenteront la transparence et l'imputabilité des sociétés d'État. En bout de ligne, la gestion de la Société des traversiers du Québec ne peut qu'en être améliorée et mieux adaptée aux réalités d'aujourd'hui. En effet, nous aimerions notamment que la procédure entourant l'élection des représentantes et des représentants sur le conseil d'administration soit plus transparente et démocratique. Lors de l'étude de ce projet en commission, nous veillerons à rappeler cette situation. »

[Haut de page](#)



François Desrochers

Député de Mirabel

**6 novembre - François Desrochers**

« Hier, le président de la Fédération des commissions scolaires a proposé, comme solution à la désertion des électeurs aux élections scolaires, d'augmenter le salaire des commissaires, et en plus la tenue d'élections jumelée avec les municipales. (...) La logique du président de la Fédération, M. le Président, est complètement tordue : moins le monde s'intéresse à votre travail, moins vous représentez les gens et plus vous méritez un salaire élevé. Mais, encore pire, M. le Président, c'est que la ministre de l'Éducation a accueilli ces propos en déclarant, et je cite : "Je pense que ça pourrait être une bonne idée." »

[Haut de page](#)



Jean-François Roux

Député d'Arthabaska

**7 novembre – Jean-François Roux**

« Lorsqu'on invite des gens, l'usage commun est de les accueillir convenablement. On veut, du côté du gouvernement, hausser substantiellement le niveau d'immigration sans donner les moyens d'accueillir [les immigrants] convenablement. Mme la ministre a fait bien état qu'à Québec les mesures sont sur place pour accueillir les gens. Mais je voulais tout de même apporter l'attention du gouvernement sur le fait qu'en région il n'y a aucune structure présentement, et on sent un besoin très pressant. »

[Haut de page](#)



Gilles Taillon

Député de Chauveau

**8 novembre – Gilles Taillon**

« M. le Président, la ministre refuse de donner le chiffre. Moi, je vais lui donner le chiffre de l'année passée, rendu public par son prédécesseur, l'actuel leader du gouvernement. Les commissions scolaires ont 300 millions de dollars en surplus cumulé. 300 millions. 3,6, c'est 300 millions, M. le Président. 300 millions, là, le ministre de l'Éducation, l'an passé, disait qu'il allait aller chercher 30 millions là-dedans pour les services aux élèves. C'est assez modeste, 30 sur 300. Mais il disait: C'est important, là, nous, on veut le donner aux services aux élèves plutôt que... »

[Haut de page](#)

## Communiqués récents

**Voici quelques communiqués publiés récemment par l'Action démocratique du Québec :**

[Haut de page](#)

**Surplus des commissions scolaires : 309 M \$**

**L'ADQ exige un plan de remboursement pour verser les surplus aux écoles**

(Québec, 9 novembre 2007) Les critiques de l'opposition officielle en matière de finances et d'éducation, M. Gilles Taillon et M. François Desrochers, demandent à la ministre de l'Éducation un plan de

remboursement afin que les écoles obtiennent les surplus accumulés à leurs dépens.

« La ministre confirme, qu'en plus de priver les écoles du pouvoir de décider, les commissions scolaires les privent de 309 millions de dollars pour assumer leurs responsabilités. Elle accepte que l'on prive les élèves de l'essentiel. La ministre Courchesne doit mettre en place un plan de remboursement pour que les écoles obtiennent les fonds accumulés à leurs dépens » a affirmé Gilles Taillon.

Le critique de l'opposition officielle en matière d'éducation, M. François Desrochers, a mis en évidence la dérive causée par les commissions scolaires. « La ministre de l'Éducation cautionne l'attitude des commissions scolaires qui se préoccupent d'abord de faire des surplus évalués à 25 millions de dollars par année, au lieu d'investir dans les services aux élèves. Les jeunes du Québec sont pris en otage par une structure que le gouvernement n'est pas capable de contrôler et que les Québécois ont rejeté dimanche dernier » a indiqué le député adéquiste.

François Desrochers a fait la liste des besoins que ces surplus pourraient combler. « Avec 309 millions, on peut engager 8500 spécialistes, on peut réparer une grande partie des bâtiments désuets et on peut acheter du matériel pédagogique et des ordinateurs pour toutes les écoles du Québec. Les commissions scolaires n'ont pas le mandat de dégager des surplus. Il est temps de faire le ménage dans le réseau de l'éducation et de supprimer les commissions scolaires afin de redonner aux écoles les moyens de fonctionner » a conclu le député de Mirabel.

[Haut de page](#)

### **Stratégie de développement durable**

### **Simon-Pierre Diamond : « Un plan concret et applicable au lieu de vœux pieux »**

(Québec, 7 novembre 2007), Le critique adéquiste en matière d'environnement, M. Simon-Pierre Diamond, répond aux multiples réserves émises, notamment par le commissaire au développement durable, lors de la consultation sur la stratégie de développement durable.

Le commissaire craint que le manque de clarté de la stratégie nuise à son application. M. Diamond demande à la ministre de déposer un plan clair et concret. «La ministre ne doit pas se donner bonne conscience en déposant un ensemble de vœux pieux. Pour atteindre les résultats escomptés, le gouvernement a besoin d'un plan concret armé de directives claires.»

Selon M. Diamond, la ministre doit elle aussi répondre aux réserves émises par le commissaire au développement durable. « Pour l'instant, la mise en œuvre de la stratégie représente un défi difficile. La ministre ne peut pas faire la sourde oreille aux critiques, elle doit préciser ses orientations.» Lors de la consultation, le commissaire provincial en développement durable, M. Harvey Mead, a mis en garde la ministre du Développement durable face à l'absence de directives précises pour les ministères et agences environnementales. M. Mead a indiqué que le projet de stratégie s'apparente plus qu'autre chose à un document d'orientation. Il apporte des réserves quant aux informations incluses pour guider les ministères et agences dans leur démarche, ce qui risque de provoquer un manque de cohérence dans les actions gouvernementales.

Alors que la consultation se termine demain, le député de Marguerite-d'Youville soulève l'exemple du gouvernement fédéral qui, après 10 ans

d'application de stratégies de développement durable, est pointé du doigt par le commissaire à l'environnement, M. Ron Thompson, en raison d'absence de résultats. « Il faut éviter de répéter les erreurs du passé et s'assurer de lignes directrices claires. La réussite de la stratégie de développement durable en dépend », a conclu M. Diamond.

[Haut de page](#)

### **Publicités de propagande libérale**

#### **L'ADQ exige leur retrait immédiat des ondes**

(Québec, 6 novembre 2007) Le whip de l'opposition officielle, M. François Bonnardel, a demandé au Premier ministre de mettre un terme aux publicités partisans, diffusées sur les ondes de Corus, aux frais des contribuables du Québec.

« Le premier ministre doit mettre un terme à l'exercice partisan auquel il se livre actuellement sur les ondes de Corus avec l'argent des Québécois. La farce a assez duré et les contribuables n'ont pas à payer pour la propagande libérale. »

Malgré les remises en question de l'opposition officielle, les publicités partisans sont toujours en onde et M. Bonnardel a sommé le gouvernement de se faire rembourser par le Parti libéral du Québec, les sommes déjà investies. « Le gouvernement a déjà dépensé des dizaines de milliers de dollars dans cette manœuvre partisane. Ces publicités destinées aux citoyens ne comportent aucune information sur les services publics; elles servent uniquement à la propagande libérale et c'est pourquoi nous demandons au gouvernement de se faire rembourser par le Parti libéral les sommes déjà investies. »

Le whip de l'opposition officielle a dénoncé le discours tenu la semaine dernière par la vice première ministre qui qualifiait d'informatives les publicités du premier ministre. « Mme Normandeau utilise des arguments douteux quand elle dit que de la propagande libérale aux frais des Québécois est de l'information. Lorsqu'il était dans l'opposition, Jean Charest dénonçait le gouvernement péquiste et ses publicités qui faisaient la promotion de la souveraineté. Aujourd'hui, il utilise le même stratagème en essayant de nous faire croire que c'est de l'information » a conclu François Bonnardel.

[Haut de page](#)

### **Commissions scolaires**

#### **François Desrochers : « La ministre doit engager le processus d'abolition »**

(Québec, 5 novembre 2007) Le critique de l'opposition officielle en matière d'éducation, M. François Desrochers, a sommé la ministre de l'Éducation d'engager immédiatement le processus pour abolir les commissions scolaires.

Prenant acte des résultats des élections scolaires de dimanche, M. Desrochers en a conclu que cette structure administrative n'avait pas réussi à prouver son utilité et souffre d'un profond manque de légitimité. « La ministre de l'Éducation essaie encore de se cacher derrière un groupe de réflexion, c'est inacceptable. Elle doit plutôt prendre acte du taux de

participation catastrophique de dimanche dernier et abolir cette structure qui souffre d'un manque profond de crédibilité et de légitimité. »

Le député adéquiste a rejeté d'emblée cette nouvelle tentative de la ministre pour camoufler les problèmes en éducation en lançant une autre consultation. « La ministre ne peut pas confier la patate chaude à un groupe de réflexion. La réflexion, les Québécois l'ont faite à sa place. Nous rejetons cette tentative du gouvernement de cacher son immobilisme derrière des consultations. Avec un taux de décrochage scolaire aussi élevé et des problèmes criants en matière de financement de l'éducation, la ministre doit agir et abolir les commissions scolaires pour remettre l'argent où ça compte. »

Le député adéquiste, qui a suivi de près le déroulement de ces élections, souhaite que la ministre entende le message envoyé par les Québécois. « Les commissions scolaires ont profité d'une attention médiatique inégalée. Les dirigeants ont essayé de prouver leur utilité au cours des dernières semaines. Malgré cette tentative de séduction, le taux de participation a encore chuté. Le constat est clair, les Québécois trouvent cette structure inutile et illégitime pour gérer les budgets destinés à l'éducation de leurs enfants. La ministre ne peut pas rester muette et maintenir indemne une structure que les Québécois ont déjà rejetée. »

Le député de Mirabel a conclu en appelant la ministre à opter pour la solution proposée par l'ADQ lors de la dernière campagne électorale. « Les budgets en éducation doivent être investis là où ça compte, dans les services directs aux élèves. Les structures intermédiaires comme les commissions scolaires n'ont plus leur place, elles ne servent qu'à brasser de la paperasse. Les membres des conseils d'établissement des écoles sont compétents et méritent qu'on leur donne les moyens d'améliorer les services aux élèves », a conclu François Desrochers.

[Haut de page](#)

### **Usine de Norsk Hydro**

### **Les quatre bourdes du ministre Bachand**

(Québec, 2 novembre 2007) Le député de Nicolet-Yamaska, M. Éric Dorion, a fait le palmarès des contradictions des derniers jours du ministre du Développement économique, M. Raymond Bachand, dans le dossier de Norsk Hydro. Le député adéquiste a dénoncé la manière cavalière avec laquelle le ministre a traité les travailleurs qui entretiennent toujours des espoirs quant à la relance de l'usine.

« Raymond Bachand s'est enfargé dans ses contradictions toute la semaine. À quatre reprises, il a affirmé des demi-vérités et s'est fait rabrouer par tous les intervenants dans le dossier. »

#### **Bourde # 1 : Feindre l'ignorance**

« On a discuté avec de nombreuses entreprises, mais en bout de piste, en bout de piste, malheureusement, dans ce cas-là, il n'y a pas d'offre d'achat ... »

- Raymond Bachand

Alors qu'un député adéquiste questionnait le ministre sur de possibles acheteurs pour l'usine, Raymond Bachand a affirmé sans gêne qu'aucun acheteur ne s'était manifesté. 47 secondes plus tard, alors que le député de Champlain a déposé une lettre d'intention du groupe AMG pour l'achat de l'usine, le ministre a retourné sa chemise et a avoué avoir pris connaissance de cette demande. « Ce virement de cap est inquiétant et nous force à douter sérieusement de la sincérité du gouvernement dans ce dossier », a

indiqué le député de Nicolet-Yamaska.

#### **Bourde # 2 : Acheter sans visiter**

« Entre quelqu'un qui dit «je suis intéressé de sortir avec toi» puis un contrat de mariage sur la table, il y a une différence. »

- Raymond Bachand

Au lendemain des premières interventions de l'opposition officielle dans le dossier, le ministre Bachand a tourné au ridicule l'intérêt du groupe AMG pour l'usine de Bécancour. Selon lui, AMG aurait dû faire une offre d'achat en bonne et due forme sans avoir mis les pieds sur le terrain de l'usine pour visiter les installations. « Raymond Bachand devra expliquer aux Québécois comment on peut faire une offre d'achat sans visiter les installations. Je ne connais personne qui ferait une offre d'achat sur une maison sans l'avoir visité avant », s'est indigné Éric Dorion.

#### **Bourde # 3 : Prêter de mauvaises intentions à un groupe intéressé**

*« ... parce que, s'il creusait un peu, il saurait que l'entreprise Saint-Pierre, son intérêt, c'est d'avoir le contrat de démolition et de sortir l'équipement de l'usine »*

- Raymond Bachand

Le 31 octobre, Raymond Bachand a prêté de mauvaises intentions à un acheteur potentiel, le Groupe Saint-Pierre qui, selon le maire de Trois-Rivières, voulait créer 100 emplois à terme en changeant la vocation de l'usine. Le ministre a affirmé que les intentions du groupe étaient de démolir l'usine, contredisant ainsi les élus de la région.

#### **Bourde # 4 : Être désavoué par son premier ministre**

*« Il n'y a personne dans le monde qui a voulu acheter les installations de Norsk Hydro, et donc Norsk Hydro va être démantelée »*

- Raymond Bachand

Suite à ces nombreuses contradictions du ministre, le premier ministre l'a enfin désavoué. Le ministre Bachand affirmait le 24 octobre, en chambre, qu'il n'y avait plus d'espoir pour l'usine de Bécancour. Quelques jours plus tard, le premier ministre a envoyé une lettre au président de Norsk Hydro et à un ministre norvégien pour permettre à d'éventuels acheteurs de visiter les installations de Bécancour. « Le ministre Bachand devra nous expliquer pourquoi, si tout avait été fait pour sauver l'usine, le premier ministre le désavoue et intervient auprès des dirigeants pour permettre à des acheteurs de visiter l'usine en vue d'éventuelles offres ? »

#### **Le premier ministre doit se saisir du dossier**

Éric Dorion a enfin demandé au premier ministre de se saisir définitivement de la question. « Après trois prises, au baseball, on est retiré. Le ministre en est à sa quatrième en moins de 10 jours. Il doit se retirer du dossier et le remettre entre les mains de premier ministre. Il n'a plus la crédibilité nécessaire pour aider à la relance de l'usine. »

[Haut de page](#)

#### **Pénurie de matériel pédagogique**

### **L'ADQ invite les écoles à fournir la liste de leurs besoins**

(Québec, 1er novembre 2007) Le critique de l'opposition officielle en matière d'éducation, M. François Desrochers, a invité les écoles du Québec à lui fournir la liste des besoins à combler en matériel pédagogique pour

bien faire leur travail auprès des élèves.

« La ministre a affirmé sans gêne que tous les besoins en éducation étaient comblés au Québec. Je demande aujourd'hui aux enseignants et aux directeurs d'école de nous fournir l'état réel de la situation et de m'envoyer la liste de leurs besoins à combler pour bien faire leur travail auprès des jeunes Québécois. »

À la période des questions, le député adéquiste a sommé la ministre d'expliquer aux Québécois pourquoi des enfants font actuellement des levées de fonds pour acheter des dictionnaires pour leur école alors que les exemples de gaspillage de fonds publics se multiplient. « Des élèves du Centre-du-Québec sollicitent des fonds, en ce moment, pour acheter des dictionnaires et la ministre essaie de nous faire croire que tous les besoins sont comblés. Le Vérificateur général a fait mention aujourd'hui du gaspillage en éducation mais la ministre persiste à dire que tout va bien dans le meilleur des mondes. J'invite les enseignants à montrer à la ministre Courchesne la réalité avec laquelle ils doivent vivre au quotidien », a conclu le député de Mirabel.

[Haut de page](#)

#### **Le prix de l'incompétence libérale : 100 M \$**

### **La ministre des Finances se rend aux arguments de l'ADQ**

(Québec, 31 octobre 2007) Interpellée par l'opposition officielle sur le prix de la négligence libérale dans le dossier des 556 millions de dollars qui dormaient à Ottawa depuis 2001, la ministre des Finances a accepté de confier au vérificateur général l'évaluation du montant des intérêts que les contribuables auront à payer.

En chambre aujourd'hui, Gilles Taillon avait demandé que le vérificateur général évalue le coût des intérêts que les contribuables devront payer du fait de l'incompétence du gouvernement libéral. « Le vérificateur général doit évaluer le coût de l'incompétence libérale. De notre côté, nous l'évaluons à plus de 100 millions et nous exigeons un portrait clair de la situation », a affirmé Gilles Taillon.

La ministre des Finances a donc finalement accepté la demande de l'opposition officielle de confier cette évaluation au vérificateur général. « Nous prenons acte de la décision de la ministre et nous serons vigilant afin que le vérificateur général ait toute la marge de manœuvre pour faire une évaluation complète du trou laissé par la négligence du gouvernement », a conclu le député de Chauveau.

[Haut de page](#)

### **L'ADQ force le gouvernement à déposer une stratégie manufacturière**

(Québec, 31 octobre 2007) La critique de l'opposition officielle en matière de développement économique, Mme Linda Lapointe, a fait adopter une motion par l'Assemblée nationale forçant le ministre du Développement économique à déposer une stratégie pour le secteur manufacturier et les exportations d'ici le 15 décembre prochain.

*Que l'Assemblée nationale du Québec exige du ministre du Développement*



*économique, de l'Innovation et de l'Exportation le dépôt, au plus tard le 15 décembre 2007, d'une stratégie pour le secteur manufacturier et pour les exportations capable de doter le Québec d'une vision et d'un plan pour répondre à la nouvelle réalité à laquelle font face nos entreprises.*

Face à l'absence de plan du gouvernement pour ces secteurs de l'économie québécoise et au refus maintes fois exprimé par le ministre d'agir en cette matière, la députée de Groulx a décidé de contraindre le gouvernement à agir. « Le portrait jovialiste que le ministre du Développement économique trace de notre économie cache l'absence totale de vision de son gouvernement. Les régions du Québec voient leurs emplois fondre comme neige au soleil alors que le gouvernement se cache derrière le taux de chômage pour justifier son inertie », a indiqué la députée adéquiste.

Linda Lapointe a indiqué que, devant le poids du nombre, le gouvernement devait plier et rompre avec sa négligence. « La majorité des députés ont appuyé cette motion. Des représentants de toutes les régions du Québec exigent un tel plan. Le gouvernement ne peut plus nier l'existence des problèmes profonds qui frappent la manufacturier. Il doit faire preuve de leadership et admettre que le Québec a besoin d'une stratégie pour sortir le secteur manufacturier et les entreprises exportatrices de la crise qu'ils vivent en ce moment. »

[Haut de page](#)

## Événements récents

Chaque semaine, des événements adéquistes ont lieu dans toutes les régions du Québec. Pour gagner, il faut agir ! Organiser des activités de financement, des tournois de golf, des soupers, des cocktails ou des « 5 à 7 » permet de rencontrer d'autres militants et de se faire connaître. Pendant ce temps, les associations adéquistes s'organisent partout au Québec. Des milliers de bénévoles s'activent.

Si vous voulez que la Lettre adéquiste parle de vous, écrivez-nous ! Vous pouvez envoyer texte détaillé et photos à l'adresse suivante : [redaction-adq@adq.qc.ca](mailto:redaction-adq@adq.qc.ca).

[Haut de page](#)



### Journée famille en Mauricie

De gauche à droite : tout sourire et sous un soleil radieux, les députés **Éric Dorion** (Nicolet-Yamaska), **Robert Deschamps** (Saint-Maurice), **Simon-Pierre Diamond** (Marguerite-D'Youville), une partie des enfants présents, l'hôte de la journée, **Jean Damphousse** (Maskinongé), **Sébastien Proulx** (Trois-Rivières) et **Pierre Michel Auger** (Champlain).

[Haut de page](#)

## **Vous voulez que la Lettre adéquate parle de vous ?**

*La Lettre adéquate* est le lien des membres de l'ADQ et de ses sympathisants. Si vous avez organisé un événement ou prévoyez en organiser un, n'hésitez pas à nous communiquer les détails. Voici l'adresse : **redaction-adq@adq.qc.ca**. Bien mentionner l'objet du courriel (« événement », « communiqué », « activité de financement », etc.)

[Haut de page](#)

## **À votre agenda**

**Rappel important :** Les activités de financement vous donnent droit à un crédit d'impôt de 75 %, jusqu'à concurrence de 400 \$ de dons admissibles par année. (Par exemple, si vous déboursez 200 \$ pour un cocktail, vous recevrez un crédit de 150 \$. Votre don de 200 \$ ne vous aura donc coûté que 50 \$.) Par ailleurs, la Loi sur le financement des partis politiques au Québec vous autorise à donner une somme totale annuelle maximale de 3000 \$ à des partis politiques.

[Haut de page](#)

**Vendredi, 16 novembre, 18 h**

### **Concert bénéfice de la Commission des jeunes**

Vendredi, 16 novembre, 18 h

Concert bénéfice de la Commission des jeunes

**Coût :**

25 \$ (membre jeune)

35 \$ (membre senior)

40 \$ (à la porte)

**Lieu :**

Hôtel des Gouverneurs de Sainte-Foy

3030, boul. Laurier

Sainte-Foy

**Contact :**

Commission des jeunes : [cdj@adq.qc.ca](mailto:cdj@adq.qc.ca)

Région de Montréal : (514) 270-4413 poste 229

Partout au Québec : 1-800-370-3221 poste 229

[Haut de page](#)

**Samedi, 17 novembre, 18 h**

## Souper spaghetti à LaPrairie

La circonscription de LaPrairie organise un souper spaghetti en compagnie de la députée, Monique Roy-Verville.

**Coût :**  
35 \$

**Lieu :**  
Complexe Roméo V. Patenaude  
135, chemin Haendl  
Candiac

**Contact :**  
Association de la circonscription de LaPrairie  
514-713-ADQ1 (2371)  
laprairie@adq.qc.ca

[Haut de page](#)

## Samedi, 24 novembre, 18 h Méchoui dans Berthier

La circonscription de Berthier organise un souper méchoui en compagnie de son député, François Benjamin.

**Coût :**  
35 \$

**Lieu :**  
Centre sportif et communautaire de Brandon  
155, Beausoleil Sud  
Saint-Gabriel-de-Brandon

**Contacts :**  
Madeleine Lambert : 450-759-9256  
Gaétan Desjardins : 514-916-4884  
gdesjardins@adq.qc.ca

[Haut de page](#)

## Lundi, 26 novembre, 18 h Souper de Noël à Sherbrooke

Souper de Noël estrien sous la présidence d'honneur de Simon-Pierre Diamond, député de Marguerite d'Youville.

**Coût :**  
75 \$

**Lieu :**  
Restau-brasserie Le Mi-Vallon

4364, boul. Bourque  
Sherbrooke

**Contact :**

Yves Charron : 819-580-6273  
ycharron@adq.qc.ca

[Haut de page](#)

**Dimanche, 2 décembre, de 9 h à 13 h**

## **Une invitation de Janvier Grondin**

Troisième édition du Brunch familial de Noël du député de Beauce-Nord, M. Janvier Grondin, en présence de M. Gilles Taillon, député de Chauveau et adjoint au chef de l'Opposition officielle. On vous attend en famille et en grand nombre ! Il y aura de l'animation pour les enfants.

**Coût :**

12 \$ par personne  
Gratuit pour les 12 ans et moins accompagnés d'un adulte

**Lieu :**

Salle Aramis de Saint-Lambert  
1009, rue du Pont

**Contact :**

Billets à prix populaire en vente à l'entrée ou en réservant au 390-2433

[Haut de page](#)

**Mardi, 4 décembre, 18 h**

## **Cocktail dînatoire dans Taschereau**

**Hugo Lépine**, aspirant candidat de l'ADQ dans le comté de Taschereau, vous invite cordialement à participer à un cocktail dînatoire sous la présidence d'honneur du leader de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale, **Sébastien Proulx**.

Plusieurs membres, gens d'affaires et députés de l'ADQ participeront à cette activité.

**Coût :**

200 \$

**Lieu :**

Cercle de la Garnison de Québec  
Salle des présidents  
(Stationnement à l'arrière)

**Contact :**

Veuillez confirmer votre participation par téléphone, au numéro 418-843-3039, ou par courriel, à l'adresse suivante : hugolepine@sympatico.ca

[Haut de page](#)

© 2007, Action démocratique du Québec

740, rue Saint-Maurice, bureau 108 Montréal, Québec, Canada H3C 1L5

Région de Montréal: **(514) 270-4413** Partout au Québec: **1 800 370-3221** Télécopieur: **(514) 270-4469**

<http://www.adq.qc.ca/> [adq@adq.qc.ca](mailto:adq@adq.qc.ca)